

de vous donner une date où je pourrais vous donner l'information en détail. En effet, cette affaire, comme vous avez pu le constater, est extrêmement complexe et, avec les années de cette construction, il faut un certain temps pour tout recomposer. Ce que je peux vous assurer, c'est que toute la lumière sera faite. Aujourd'hui, je peux vous le dire, des informations ont été données à l'Office fédéral des routes et cet office fédéral a demandé des compléments et de structurer ou de restructurer les documents tel qu'il le souhaite. Ce que je peux vous dire aussi, c'est que l'Office fédéral des routes ne pourra pas prendre position cette année encore; c'est dire clairement que je pourrai vous donner des informations au plus tôt à la première session de l'année prochaine!

J'en viens maintenant au mandat concret et sur le dépôt. Dans le dépôt, on parle du dépassement de 44,3 millions, selon les dernières estimations. Ce montant s'ajoute à un crédit de 215 millions, part cantonale 63 millions, votée en 2001, ainsi qu'aux 3 millions de francs pour les études et projets. J'aimerais préciser ici pour éviter toute ambiguïté que dans le montant de 215 millions, était compris le crédit d'études de 16 millions du 16 mai 1996 que le Grand Conseil avait adopté; donc les 16 millions sont compris dans les 215. Ensuite les 63 millions: effectivement, les 3 millions s'ajoutent aux 63 parce que ces 3 millions représentent la part cantonale du crédit d'études de 16 millions que je viens de citer.

En ce qui concerne les trois points:

- La planification des procédures de soumission a été effectuée à première vue, comme vous le dit le Conseil d'Etat, conforme à la législation sur les marchés publics;
- l'information, comme je viens de le dire, vous sera faite en totale transparence après les informations et la décision de la Confédération et après le résultat de l'audit;
- les députés qui ont déposé le mandat demandent qu'il y ait nécessité à restructurer la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions. Je dis clairement qu'à mon sens – et je ne vais pas le faire – il n'y a pas de raison de restructurer la Direction. Par contre, en fonction des résultats de l'audit, certainement il faudra restructurer le Service des ponts et chaussées; cela me paraît évident.

Avec ces explications, je vous confirme que le Conseil d'Etat accepte ce mandat et que ce mandat ne donne pas plus de travail puisque l'ensemble de ce qui est demandé fait partie de nos préoccupations.

- Au vote, la prise en considération de ce mandat est acceptée par 88 voix contre 0. Il y a 6 abstentions.

Ont voté oui:

Ackermann (SC, PDC/CVP), Aebischer (SC, PS/SP), Aeby-Egger (SC, ACG/MLB), Andrey (GR, PDC/CVP), Bachmann (BR, PLR/FDP), Badoud (GR, PLR/FDP), Bapst (SE, PDC/CVP), Berset (SC, PS/SP), Binz (SE, UDC/SVP), Boschung B. (SE, PDC/CVP), Boschung M. (SE, PDC/CVP), Bourgeois (SC, PLR/FDP), Bourgnicht (FV, PDC/CVP), Bourguet (VE, PDC/CVP), Brodard (SC, PDC/CVP), Buchmann (GL, PDC/CVP), Burkhalter (SE, PLR/FDP), Butty (GL, PDC/CVP), Cardinaux

(VE, UDC/SVP), Chassot (SC, ACG/MLB), Clément (FV, PS/SP), Collaud (BR, PDC/CVP), Collomb (BR, PDC/CVP), Corminboeuf (BR, PS/SP), Coting (SC, PLR/FDP), de Roche (LA, ACG/MLB), de Weck (FV, PLR/FDP), Décaillet (FV, UDC/SVP), Dorand (FV, PDC/CVP), Duc (BR, ACG/MLB), Ducotterd (SC, PDC/CVP), Etter (LA, PLR/FDP), Fasel (SE, PDC/CVP), Fasel-Roggo (SE, ACG/MLB), Feldmann (LA, PLR/FDP), Frossard (GR, UDC/SVP), Ganioz (FV, PS/SP), Gavillet (GL, PS/SP), Geinoz (GR, PLR/FDP), Girard (GR, PS/SP), Gobet (GR, PLR/FDP), Goumaz-Renz (LA, PDC/CVP), Grandjean (VE, PDC/CVP), Haenni (BR, PLR/FDP), Hänni-F (LA, PS/SP), Hunziker (VE, PLR/FDP), Ith (LA, PLR/FDP), Jelk (FV, PS/SP), Jendly (SE, PDC/CVP), Johner-Et. (LA, UDC/SVP), Jordan (GR, PDC/CVP), Kaelin-M (GR, PDC/CVP), Kolly (SC, PLR/FDP), Krattinger (SE, PS/SP), Lauper (SC, PDC/CVP), Longchamp (GL, PDC/CVP), Marbach (SE, PS/SP), Mauron (GR, PS/SP), Menoud (GR, PDC/CVP), Morel (GL, PS/SP), Mutter (FV, ACG/MLB), Page (GL, UDC/SVP), Peiry C. (SC, UDC/SVP), Peiry S. (FV, UDC/SVP), Piller V. (BR, PS/SP), Raemy (LA, PS/SP), Rey (FV, ACG/MLB), Ridoré (SC, PS/SP), Rime (GR, PS/SP), Romanens A. (VE, PS/SP), Romanens J. (GR, PDC/CVP), Rossier (GL, UDC/SVP), Schnyder (SC, PS/SP), Schuway J. (GR, PDC/CVP), Schuway R. (GR, UDC/SVP), Stempfeler-H (LA, PDC/CVP), Studer A. (SE, ACG/MLB), Studer T. (LA, PDC/CVP), Suter (SC, ACG/MLB), Thomet (SC, PS/SP), Thürler (GR, PLR/FDP), Tschopp (SE, PS/SP), Vial (SC, PDC/CVP), Vonlanthen (SE, PLR/FDP), Waeber E. (SE, PDC/CVP), Weber-G M. (SE, ACG/MLB), Zatory (BR, UDC/SVP), Zürcher (LA, UDC/SVP). Total: 88.

Se sont abstenus:

Brönnimann (SC, UDC/SVP), Bussard (GR, PDC/CVP), Glauser (GL, PLR/FDP), Repond (GR, PS/SP), Schorderet G (SC, UDC/SVP), Siggen (FV, PDC/CVP). Total: 6.

Postulat N° 2012.07 Moritz Boschung/ Gabrielle Bourguet (élaboration d'une stratégie pour une réduction des modifications prévisibles dues aux change- ments climatiques)¹

Prise en considération

Boschung-Vonlanthen Moritz (PDC/CVP, SE). Namens der beiden Postulanten danke ich dem Staatsrat dafür, dass er bereit ist, unser Postulat anzunehmen und erheblich erklären zu lassen. Der Staatsrat hat sich Mühe gegeben, aufzuzeigen, dass er sich der Problematik bewusst ist. Der Bericht enthält denn auch eine ganze Reihe von beachtenswerten Ansätzen, wie man den Auswirkungen des Klimawandels begegnen will. Dennoch vermissen wir in den Ausführungen das Aufzeigen konkreterer und wirklich verbindlicher Strategien. Dabei müssen wir uns aber einer Tatsache bewusst sein: Der Klimawandel findet nicht erst morgen oder übermorgen statt, nein, er findet jetzt statt: Wir stecken mittendrin. Der Klimawandel ist aber schleichend, man hört ihn nicht, man sieht ihn nicht und man schmeckt ihn nicht und das ist ja auch das Problem, weshalb wir kaum wirklich greifende Massnahmen ergriffen haben. Aber wir sind aufgerufen, jetzt und sofort zu handeln, um die sich abzeichnenden negativen Folgen möglichst bald einigermaßen in den Griff zu bekommen. Die Zeit drängt zur Aktion,

¹ Déposé et développé le 15 avril 2007, BGC de mai p. 617.

damit wir uns nicht mit einer viel folgenschwereren und teureren Re-Aktion abfinden müssen. Und wenn ich als ein Beispiel die Förderung der Alternativenenergien nehme, die auch erwähnt ist, dann gibt der Beschluss des Staatsrates, den er vor 14 Tagen gefasst hat und der unter anderem auch die Kürzung der Beiträge für Solarwärme-Anlagen beinhaltet, trotz allen Beteuerungen des Staatsrates ein falsches Signal, das auch quer zu den Absichten des Legislaturprogrammes steht. Und das kann es ja wohl nicht sein. Kurz zusammengefasst: Wir danken dem Staatsrat für seinen Bericht, der nun mit konkreten Massnahmen zu ergänzen sein wird, und wir bitten Sie, den Bericht anzunehmen und erheblich, zu erklären.

Rime Nicolas (PS/SP, GR). Le groupe socialiste partage les préoccupations des postulants. Comme le rappelle le Conseil d'Etat, la notion de développement durable est inscrite dans notre Constitution. La réponse du Conseil d'Etat nous dresse point par point un catalogue des mesures prévues afin de se préparer aux changements climatiques et aux différentes catastrophes qui pourraient survenir. Or, au point 6 de sa réponse, le Conseil d'Etat affirme qu'à ce jour aucune étude ne permet d'établir les conséquences des changements climatiques dans le domaine de l'énergie. Si cela n'a pas été fait pour le canton, des études au niveau mondial ont déjà été faites et mettent clairement en lien les différentes politiques énergétiques avec les changements climatiques.

Nous regrettons vivement qu'à la suite de la baisse de 65% de la participation fédérale au subventionnement des installations utilisant les énergies renouvelables, le Conseil d'Etat, puis le Grand Conseil, ont refusé de reprendre à charge du canton ce montant relativement modeste. L'abandon de ces subventions, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire lors de cette session, ne permettra plus d'inciter les particuliers à opter pour des solutions durables.

Si tout le monde aujourd'hui s'accorde pour reconnaître le problème du réchauffement climatique, il semble qu'une majorité de ce Parlement, postulants y compris, ne veut pas donner les moyens nécessaires pour y remédier ou au moins tenter d'y remédier à l'échelle modeste de notre canton.

Le groupe socialiste soutiendra donc ce postulat.

Glauser Fritz (PLR/FDP, GL). Le postulat «Elaboration d'une stratégie pour une réduction des modifications prévisibles dues aux changements climatiques» a attiré toute l'attention du groupe libéral-radical.

C'est évident que le changement climatique est une réalité. Il va au-delà des frontières. C'est une affaire internationale et c'est pourquoi il est difficile à contrer. Néanmoins, cela ne signifie pas qu'il ne faut pas lutter à petite échelle contre l'ampleur de ces changements selon le credo: «les petits ruisseaux font les grandes rivières»!

Les postulants ne parlent pas des mesures visant à ralentir ou diminuer les changements climatiques, mais des stratégies pour s'y adapter. Même si les changements climatiques concernent notre vie à une large échelle ainsi que notre société et notre économie, une

planification et des développements sectoriels sont justifiés. Pour plusieurs domaines, il existe des projets de lois ou des projets en préparation pour l'économie des eaux et de l'énergie. Pour l'économie forestière, une révision partielle de la loi fédérale, respectivement une modification de la loi cantonale, devra être faite. Pour d'autres secteurs, le Conseil d'Etat a déjà répondu, notamment au postulat «Dangers naturels» et il y a des études en cours sur le tourisme. Si le changement climatique signifie un grand challenge pour l'agriculture, avant tout, une hausse des coûts provoquée par des mesures supplémentaires de la production, comme l'irrigation, la recherche et la vulgarisation pour la section de nouvelles variétés et de nouveaux modes de production seront davantage nécessaires pour garder un approvisionnement des produits sains et de proximité. Avec ces considérations, le groupe libéral-radical vous demande de suivre la proposition du Conseil d'Etat, d'accepter le postulat et de considérer la réponse comme rapport et d'en prendre acte.

Johnner-Etter Ueli (UDC/SVP, LA). Die Fraktion der SVP hat den mit der Antwort des Staatsrates und der Empfehlung zur Annahme des Postulates mitgelieferten Bericht mit Interesse zur Kenntnis genommen. Allerdings ist dieser Bericht sehr allgemein gehalten und eröffnet nach unserer Meinung in diesem Sinne nichts, oder noch nichts Neues also auch keine umwerfenden Visionen und Strategien.

Klimaschwankungen hat es schon immer gegeben und seit Menschen unseren Planeten bevölkern, haben sich diese den jeweiligen Gegebenheiten immer soweit als möglich angepasst. Ich denke, dass ist auch bei uns heute so und wird auch bei zukünftigen Generationen der Fall sein. Der Beweis dafür ist, dass wir uns heute Gedanken machen dazu und in der Praxis auch reagieren.

Meine Damen und Herren, ich erinnere mich persönlich an das extreme Trockenjahr 1976. Damals haben wir noch mit einfachen und behelfsmässigen Mitteln, ja zum Teil mit Zivilschutzmaterial Kulturen bewässert und am Leben erhalten. Bis heute haben wir gerade im Sektor Landwirtschaft speziell im Gemüsebau mit neuen Techniken, Einrichtungen, Innovationen und Anbaumethoden enorme Fortschritte gemacht. Als Beispiel möchte ich die effiziente und wassersparende Tropfbewässerung erwähnen, die in Israel für die Kultivierung von Plantagen in der Wüste entwickelt wurde, und heute auch bei uns, nicht nur im Gemüsebau, sondern auch im Kartoffelbau eingesetzt wird. Aber auch das Gegenteilige, ein Zuviel an Wasser wie diesen Sommer, versuchen wir in den Griff zu bekommen. Da die Entwässerung aber sehr viel komplexer ist, sind wir vor allem bei dieser Hochwasserbewältigung oder besser bei den Vorsorgemassnahmen auf eine regionale, kantonale, ja überkantonale Zusammenarbeit und Mithilfe angewiesen. Es ist aber zu wünschen, dass auch zuständige Stellen sich an die neuen Situationen anpassen und die Meinung von Praktikern gelten lassen, diese respektieren und nicht meinen, die Entwässerungskanäle im Moos hätten prioritär für Schilfwachstum und Wasservogelbruten zu dienen. Diese mit viel Aufwand unterhaltenen Kanäle sollten nämlich primär Wasser abführen. Ein

aktuelles Beispiel vom vergangenen Sommer: Durch die nichtgewährte Bewilligung eines 20 Zentimeter höheren Damms am Ährli-Kanal in Kerzers wurde das angrenzende Kulturland dreimal überschwemmt und es entstanden grosse Kulturschäden. Dies hätte mit etwas gutem Willen zur rechten Zeit vermieden werden können. Der Gerechtigkeit halber sei hier aber auch gesagt, dass andere kantonale Dienststellen ihren guten Willen gezeigt und umgesetzt haben. In der Überzeugung, dass mit dem vorliegenden, zwar etwas vagen Bericht das angeschnittene Thema nicht erledigt ist, geben wir der Hoffnung Ausdruck, dass sich die jetzigen jeweiligen Instanzen zusammensetzen und, wie in der Schlussfolgerung angedeutet, an ihre Aufgaben machen werden. Anstehende Projekte müssen in guter Zusammenarbeit mit den jeweils involvierten Beteiligten sofort angegangen und umgesetzt werden. In diesem Geist und Sinne können wir dem Postulat zustimmen.

Mutter Christa (ACG/MLB, FV). Ich gehe einig mit meinen Vorrednern, dass der Klimawandel heute ein wissenschaftlich anerkanntes Problem ist. Es handelt sich dabei nicht mehr nur um Klimaschwankungen, wie sie immer etwa einmal vorkamen, sondern es ist ein von Menschen verursachtes Problem, das in zunehmendem Tempo Auswirkungen auf unser Leben haben wird. In diesem Sinne unterstützen wir das Postulat, das Massnahmen, Strategien zur Bewältigung dieser Veränderungen fordert. Wir finden aber natürlich auch, dass es am Kanton wäre, den Beitrag des Kantons zum Klimawandel zu senken, nämlich Massnahmen gegen den zunehmenden CO₂-Ausstoss zu treffen. Wir haben den Bericht des Staatsrates, die Antwort des Staatsrates mit Interesse gelesen und ich gehe einig mit meinem Kollegen Ueli Johner, das er sehr viele Allgemeinplätze enthält und nicht genügt, um wirklich einen Massnahmenplan zur Bewältigung des Klimawandels im Kanton zu bilden. In diesem Sinne finden wir zwar sehr interessant, was der Staatsrat uns da zu diesen verschiedenen Kapiteln aufzeigt, aber ich denke nicht, dass diese erste Antwort ein Bericht zu den im Postulat gestellten Fragen sein kann. Wir vermissen ganze Themenblöcke, die unbedingt in einer solchen Antwort sein müssten. Es kann natürlich nicht sein, dass bei der Strategie zur Bewältigung solcher Veränderungen zum Beispiel die Massnahmen im Bereiche der Raumplanung völlig ausgeklammert werden. Das ist ein zentraler Bereich, ebenso wie die Energie, wie Kollege Nicolas Rime gesagt hat. Wenn wir im Bereich der Raumplanung keine Massnahmen treffen, dann werden wir auch die Naturgefahren nicht bewältigen können. Ich finde es auch etwas erstaunlich, dass von den Wirtschaftszweigen nur der Tourismus und die Land- und Forstwirtschaft angesprochen werden. Die Industrie, die produzierende Industrie, wird ebenfalls betroffen sein und was noch viel interessanter ist: Heute haben wir auf industrieller Ebene bereits interessante Lösungen. Ich denke, dass zur Bewältigung des Klimawandels auch im Bereich Bildung erste Massnahmen getroffen werden müssen. In diesem Sinne unterstützen wir das Postulat, und wir bitten, den Staatsrat uns einen ausführlichen Massnahmenplan in diesem Bereich zuzustellen.

Bulliard Christine (PDC/CVP, SE). «Vorbeugen ist besser als heilen.» Unter diesem Motto reichten im Mai dieses Jahres Moritz Boschung und Gabrielle Bourguet ein Postulat ein, damit der Staatsrat zur Bewältigung des Klimawandels Anpassungsstrategien in den Bereichen Wasserwirtschaft, Naturgefahren, Tourismus, Forstwirtschaft, Landwirtschaft und Energie erarbeite.

Le groupe démocrate-chrétien a examiné ce postulat avec intérêt et, comme le Conseil d'Etat, le soutient à l'unanimité avec ces quelques remarques.

Le rapport sur le climat 2050 nous a démontré clairement que les changements climatiques ne peuvent pas être empêchés. Cette année, des régions de notre canton ont aussi été touchées par des intempéries et nous avons dû constater que nous n'étions pas préparés à cela. La Confédération, les cantons et les communes doivent prendre des mesures et des mesures immédiates.

Angesichts der Klimaerwärmung und der sich abzeichnenden negativen Folgen besteht Handlungsbedarf. Wir müssen die Bevölkerung noch mehr sensibilisieren durch vermehrte Information, aber auch durch Schaffung von finanziellen Anreizen für private Initiativen, zum Beispiel im Bereich des Energiesparens und der Förderung der Alternativ-Energien.

Le Conseil d'Etat en parle dans son nouveau programme de législature mais dans le cadre des budgets, il diminue les montants y destinés. Quel dommage!

Meine Damen und Herren, wir alle wollen unseren Nachkommen intakte Lebensgrundlagen sichern.

Le groupe démocrate-chrétien accepte, avec ces quelques remarques, ce postulat et vous demande d'en faire de même.

Ducotterd Christian (PDC/CVP, SC). La question posée là est très complexe et je pense que la réponse qui y est donnée est beaucoup trop simple et qu'il faut absolument qu'un rapport soit présenté. Plusieurs intervenants ont été dans ce sens et je ne peux que regretter que le Conseil d'Etat propose de considérer la réponse comme rapport. Je déplore un peu le fait que les personnes qui ont déposé le postulat ne demandent pas d'avoir un rapport.

Godel Georges, Directeur de l'aménagement, de l'environnement et des constructions. Tout d'abord, permettez-moi de remercier l'ensemble des intervenants qui vont dans le sens de la proposition du Conseil d'Etat d'accepter cette réponse comme rapport, avec les remarques notamment du député Christian Ducotterd.

En premier lieu, j'aimerais rappeler un élément qui me paraît important sur la remarque justifiée des montants en diminution pour les énergies renouvelables, décision de la Confédération. Le Conseil d'Etat, sur proposition du Directeur de l'économie, a accepté deux arrêts de dépassement pour un montant de 750 000 francs afin de compenser le manque de la Confédération. Cela me paraît important de le relever et de vous démontrer que le Conseil d'Etat fait aussi des efforts dans ce domaine-là.

Dans ce postulat, permettez-moi de rappeler également deux éléments qui me paraissent importants. D'abord, on peut parler d'élaboration d'une stratégie

pour une réduction des modifications prévisibles dues au changement climatique. Donc ce sont les causes, à mon sens, et une stratégie d'adaptation au changement climatique visant à prendre des dispositions pour éviter les conséquences me paraît importante. Dans ces deux domaines, la politique cantonale est en accord avec le développement de cette problématique au niveau national. C'est en définitive une attitude nouvelle que nous devons avoir sur le développement durable à tous les échelons. Ce n'est pas seulement des discours – et j'insiste là-dessus – c'est vraiment une attitude que nous devons avoir face à ces changements, que ce soit dans nos actions de tous les jours ou dans le développement et l'économie d'une manière générale. A cet effet, en plus de ce rapport – et cela va aussi dans le sens des intervenants – le canton est actif puisqu'il a adopté de nouvelles mesures de protection de l'air, mesures qui doivent notamment être prises en compte dans le domaine des grands générateurs de trafic. A ce titre, je vais prochainement proposer un rapport concernant les modifications du plan directeur cantonal par rapport à ces mesures.

Autres thèmes importants à signaler, ce sont celui de l'aménagement et de la revitalisation des cours d'eau et celui de la gestion des débits pour éviter des conséquences graves. Voilà deux thèmes, un pour diminuer les causes et l'autre pour éviter les conséquences. C'est une approche pragmatique, j'en conviens. En cela je rejoins les préoccupations du député Ueli Johner qui estime qu'il faut s'adapter en fonction des circonstances. Il a parlé des trop grandes quantités d'eau qu'il y a eues cette année, tout comme il se rappelle de la sécheresse de l'année 1976. Je m'en rappelle aussi puisque c'était la première année où je m'étais mis à mon compte, comme entrepreneur. Ceux qui ont vécu ces extrêmes savent de quoi il parle. J'affirme que c'est beaucoup plus efficace de travailler de manière pragmatique, d'être sur le terrain, de prendre des mesures que de faire des rapports. Le rapport c'est bien, mais il faut encore le mettre en vigueur!

C'est avec ces considérations que je vous demande d'accepter ce postulat et de considérer la présente réponse comme rapport.

– Au vote, la prise en considération de ce postulat est acceptée par 88 voix contre 1. Il n'y a pas d'abstentions.

Ont voté oui:

Ackermann (SC, PDC/CVP), Aebischer (SC, PS/SP), Aeby-Egger (SC, ACG/MLB), Andrey (GR, PDC/CVP), Bachmann (BR, PLR/FDP), Badoud (GR, PLR/FDP), Bapst (SE, PDC/CVP), Berset (SC, PS/SP), Boschung B. (SE, PDC/CVP), Boschung M. (SE, PDC/CVP), Bourgeois (SC, PLR/FDP), Bourgknecht (FV, PDC/CVP), Bourguet (VE, PDC/CVP), Brodard (SC, PDC/CVP), Buchmann (GL, PDC/CVP), Bulliard (SE, PDC/CVP), Burkhalter (SE, PLR/FDP), Bussard (GR, PDC/CVP), Butty (GL, PDC/CVP), Cardinaux (VE, UDC/SVP), Chassot (SC, ACG/MLB), Clément (FV, PS/SP), Collaud (BR, PDC/CVP), Collomb (BR, PDC/CVP), Corminboeuf (BR, PS/SP), Cotting (SC, PLR/FDP), de Roche (LA, ACG/MLB), de Weck (FV, PLR/FDP), Décaillet (FV, UDC/SVP), Dorand (FV, PDC/CVP), Duc (BR, ACG/MLB), Ducotterd (SC, PDC/CVP), Fasel-Roggo (SE, ACG/MLB), Feldmann (LA, PLR/FDP), Frossard (GR, UDC/SVP), Fürst (LA, PS/SP), Ganioz (FV, PS/SP), Gavillet (GL, PS/SP), Geinoz (GR, PLR/FDP), Genoud (VE, UDC/SVP), Girard (GR, PS/SP), Glauser (GL, PLR/FDP), Gobet (GR, PLR/FDP),

Goumaz-Renz (LA, PDC/CVP), Grandjean (VE, PDC/CVP), Haenni (BR, PLR/FDP), Hänni-F (LA, PS/SP), Hunziker (VE, PLR/FDP), Jelk (FV, PS/SP), Jendly (SE, PDC/CVP), Johner-Et. (LA, UDC/SVP), Jordan (GR, PDC/CVP), Kaelin-M (GR, PDC/CVP), Kolly (SC, PLR/FDP), Krattinger (SE, PS/SP), Lauper (SC, PDC/CVP), Longchamp (GL, PDC/CVP), Menoud (GR, PDC/CVP), Morel (GL, PS/SP), Mutter (FV, ACG/MLB), Page (GL, UDC/SVP), Peiry S. (FV, UDC/SVP), Piller A. (SE, UDC/SVP), Piller V. (BR, PS/SP), Raemy (LA, PS/SP), Repond (GR, PS/SP), Rey (FV, ACG/MLB), Ridoré (SC, PS/SP), Rime (GR, PS/SP), Romanens A. (VE, PS/SP), Romanens J. (GR, PDC/CVP), Rossier (GL, UDC/SVP), Schnyder (SC, PS/SP), Schorderet G. (SC, UDC/SVP), Schuway J. (GR, PDC/CVP), Schuway R. (GR, UDC/SVP), Siggen (FV, PDC/CVP), Stempfel-H (LA, PDC/CVP), Studer A. (SE, ACG/MLB), Studer T. (LA, PDC/CVP), Thomet (SC, PS/SP), Thürler (GR, PLR/FDP), Tschopp (SE, PS/SP), Vial (SC, PDC/CVP), Waeber E. (SE, PDC/CVP), Weber-G M. (SE, ACG/MLB), Zadory (BR, UDC/SVP), Zürcher (LA, UDC/SVP). *Total: 88.*

A voté non:

Suter (SC, ACG/MLB). *Total: 1.*

– La présente réponse vaut rapport.

Elections

Le Président. Je vous donne le résultat des élections des districts de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse.

Un-e assesseur-e pour la justice de paix de la Glâne

Bulletins distribués: 89; rentrés: 76; blancs: 3; nuls: 0; valables: 73; majorité absolue: 37.

Est élue pour une période individuelle de 5 ans *M^{me} Charlotte Aeberhard*, à Chavannes-sous-Orsonnens, par 51 voix. Il y a 22 voix éparées.

Un-e assesseur-e pour la justice de paix de la Glâne

Bulletins distribués: 89; rentrés: 76; blancs: 9; nuls: 1; valables: 66; majorité absolue: 34.

Est élu pour une période individuelle de 5 ans *M. Nicolas Demierre*, à Romont, par 64 voix. Il y a 2 voix éparées.

Un-e suppléant-e pour la justice de paix de la Glâne

Bulletins distribués: 92; rentrés: 87; blancs: 6; nuls: 1; valables: 80; majorité absolue: 41.

Est élue pour une période individuelle de 5 ans *M^{me} Isabelle Baudois*, à Ecublens, par 66 voix. Il y a 14 voix éparées.

Un-e suppléant-e pour la justice de paix de la Glâne

Bulletins distribués: 92; rentrés: 88; blancs: 8; nuls: 1; valables: 79; majorité absolue: 40.